

en ligne

K3-AJ-09-001-FR-C

Revue rurale de l'UE

N° 1
FR

Octobre 2009

Le magazine du réseau européen de développement rural



Le Fonds européen agricole pour le développement rural

The screenshot shows the ENRD website interface. At the top, it says 'European Commission European Network for Rural Development'. Below that, there are navigation links and a search bar. The main content area is divided into several sections: a 'WELCOME TO THE European Network for Rural Development (ENRD)' section with introductory text, an 'EVENTS CALENDAR' section with a 'Check the latest event information' link, and a 'COMMITTEES' section with information about upcoming meetings. There are also sidebars with 'You might also like' and 'CONTACTS' links.

Le réseau européen de développement rural EN LIGNE

<http://enrd.ec.europa.eu>



Office des publications



Commission européenne





Les voisins de l'UE: vie rurale dans les pays candidats

Trois pays candidats espèrent devenir membres de l'Union européenne dans un avenir proche, tandis qu'un certain nombre d'autres pays prévoient également de rejoindre l'UE lorsqu'ils y seront prêts. Ces pays comptent d'importantes communautés rurales, de sorte que leur adhésion éventuelle aura probablement des conséquences majeures sur les futures politiques rurales de l'UE.



Depuis sa création, l'Union européenne s'est engagée dans un processus d'élargissement visant à maintenir ses intérêts stratégiques en matière de stabilité, de sécurité et de prospérité en général. Les périodes de transition mises en place dans l'Europe de l'Est et du Sud se sont traduites par douze nouvelles adhésions, nombre qui sera vraisemblablement amené à augmenter au vu de la volonté de pays voisins d'intégrer l'UE.

Les incidences du processus d'élargissement sur la politique de développement rural de l'UE ont déjà été examinées dans ce magazine. Il en ressort que les expériences acquises par les régions rurales au cours de l'adhésion à l'UE seront extrêmement précieuses aux futurs États membres.

D'un point de vue général, la perspective d'une Europe rurale encore plus vaste laisse présager de nouvelles opportunités et de nouveaux défis, notamment avec l'accès à de nouveaux produits et marchés, à de nouveaux consommateurs et clients, à de nouveaux emplois de meilleure qualité, à de nouveaux services plus efficaces ainsi qu'à un plus grand choix d'activités rurales et de loisirs.

Pays candidats à l'UE

La Croatie, la Turquie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine devraient être les prochains États membres de l'UE. Outre ces «pays candidats», des «pays candidats potentiels» issus des Balkans occidentaux aspirent également à une adhésion: il s'agit de l'Albanie, de la Bosnie-et-Herzégovine, du Kosovo [dans le cadre de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité des Nations unies], du Monténégro et de la Serbie. L'Islande a d'ores et déjà fait part de son intérêt à rejoindre les pays candidats à l'UE.

Terminologie de l'adhésion à l'UE

- **Adhésion à l'UE** — processus permettant de devenir un État membre de l'UE. Les pays souhaitant adhérer à l'UE franchissent les étapes du processus les unes après les autres, seulement si toutes les conditions de chaque étape sont remplies. Ainsi, la perspective d'adhésion incite fortement à la réforme. La politique de l'UE sur l'élargissement garantit que l'adhésion bénéficie autant à l'UE qu'aux pays en voie d'adhésion.
- **Acquis communautaire** — ensemble de la législation de l'UE. Cela comprend les traités, les politiques, les actes juridiques tels que les règlements, les directives, les décisions et les résolutions adoptées par l'UE. Souvent abrégés en «les acquis», ils comptent 35 chapitres couvrant des thématiques très variées, parmi lesquelles l'agriculture, la sylviculture et le développement rural.
- **Pays candidat** — pays ayant déjà satisfait à un certain nombre de critères préalables d'adhésion à l'UE dans les domaines des acquis, par exemple les règles de la démocratie, l'État de droit, les droits de l'homme, l'économie de marché et la capacité à assumer les obligations liées à l'adhésion.
- **Pays candidat potentiel** — pays s'efforçant de respecter les critères d'adhésion applicables aux pays candidats.

Le processus d'adhésion à l'UE dépend de la vitesse à laquelle les pays candidats mettent en place les réformes politiques et économiques nécessaires. S'il est toujours difficile de fixer une date exacte pour l'adhésion de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, et d'autant plus pour les pays candidats potentiels, il est généralement admis que l'adhésion de la Turquie constituera un processus à moyen-long terme au vu de l'ampleur des réformes requises, en particulier dans les campagnes. En revanche, la Croatie, avec son importante biodiversité et son secteur touristique local solide, peut espérer rejoindre l'UE en 2011.

Processus d'adhésion et régions rurales

Le processus d'adhésion implique que les pays acquièrent la capacité d'intégrer et de gérer l'acquis communautaire, y compris les obligations en matière de politique de développement rural de l'UE. La Commission européenne et d'autres organismes apportent un soutien spécifique aux pays pour acquérir ces capacités, à l'aide de différents outils de développement rural.

Ce travail de renforcement des capacités institutionnelles dans les régions rurales associe essentiellement la modernisation et l'adaptation du secteur agricole au

renforcement des économies rurales par le biais d'une diversification économique et d'investissements dans les infrastructures. Des programmes pilotes ont également été créés pour intégrer les principes des mesures agroenvironnementales et des approches Leader.

Les pays candidats et les candidats potentiels réalisent des progrès constants dans ces domaines. Néanmoins, le chemin de l'adhésion à l'UE est aussi semé d'obstacles qu'il leur faut franchir au fur et à mesure. L'un des enjeux majeurs du développement rural concerne l'avenir des populations locales.

Les processus de développement fondés sur la modernisation de l'agriculture par le biais de l'accroissement de la taille des exploitations et de la substitution du capital au travail mènent généralement à une réduction significative de l'emploi rural traditionnel (c'est-à-dire agricole). Cela risque d'entraîner un chômage massif d'actifs possédant une formation limitée et peu de compétences transférables, sur le marché du travail rural. Ces personnes doivent-elles être obligées de migrer vers les centres urbains, déjà au bord de la saturation en raison de leur propre croissance interne? Dans quels domaines peuvent-elles trouver de nouveaux postes et fonctions en zone rurale?

Il n'existe pas de réponse simple à ces questions complexes, qui constituent un véritable défi pour les politiques de développement rural de ces pays. L'objectif sera donc de mettre en œuvre une série d'actions coordonnées permettant à ces populations de participer pleinement à la nouvelle dynamique économique et sociale des régions rurales.

L'agriculture, la sylviculture et d'autres secteurs traditionnels des économies rurales continueront à fournir une contribution importante au cours du processus d'adhésion à l'UE, à l'instar des initiatives de développement novatrices.

L'assistance fournie par les programmes de transition antérieurs et l'expérience acquise dans ce domaine se révéleront d'une aide inestimable, les avantages d'une communauté rurale européenne élargie dépendant en définitive de la volonté de ceux qui souhaiteront en profiter.



Voici quelques éléments sur la situation dans les campagnes des pays candidats:

- La production dans les zones rurales est souvent destinée en premier lieu à la consommation propre ou à la vente sur les marchés locaux.
- Nombre de zones rurales manquent de capacités pour proposer une alternative à l'emploi agricole.
- Le développement est limité par l'insuffisance des infrastructures et de la formation, et par l'absence d'organisations professionnelles.
- Les zones rurales couvrent 92 % du territoire croate et accueillent 47,6 % de la population nationale.
- En Croatie, la taille moyenne des exploitations est de 2,4 hectares et tombe à 1,4 hectare seulement dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine.
- L'agriculture représente 11,4 % du PIB et 19,5 % de la population économiquement active dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine.
- L'agriculture fournit environ un tiers de l'ensemble des emplois turcs. Autrement dit, près de 6 millions de Turcs dépendent directement de l'agriculture.
- La Turquie est l'un des plus grands producteurs mondiaux de céréales, de coton, de tabac, de fruits et légumes, de fruits secs, ainsi que de viande de mouton et de chèvre.